

Des stratégies d'adaptation à la nouvelle Russie

Kathy Rousselet

Les échos concordent sur l'état catastrophique de la situation socio-économique en Russie, sur l'absence de pouvoir, sur l'anarchie qui y règne. En septembre 1995, d'après les enquêtes effectuées par l'Institut d'étude de l'opinion publique (VCIOM), 34% des Russes considéraient qu'ils vivaient à peu près correctement ; 54% affirmaient qu'ils s'en sortaient tout juste et 9% se jugeaient en dessous du seuil de pauvreté. 59% disaient que leur niveau de vie avait baissé au cours des dernières années et 41% pensaient qu'il allait continuer à baisser [1] . S'agissant de la situation socio-politique du pays, 3% seulement considéraient qu'elle était calme, 60% la jugeaient tendue et 29% explosive. L'image d'un chaos relayée par certains analystes occidentaux et les médias est désormais collée à une Russie qui inquiète de plus en plus. Et pourtant la société russe ne semble pas au bord de la crise. Ce constat était déjà fait par Lilia Chevtsova en 1994 : " Comment donc sommes-nous arrivés à garder une relative stabilité ? Alors que plusieurs fois il a semblé que notre société allait à vau-l'eau. Il semble que ce soit grâce à notre capacité exceptionnelle à survivre malgré les conditions les plus défavorables. Oui, la crise continue de l'Etat a poussé la société à chercher sa propre voie de survie, ce qui nous sera encore bien utile, étant donné l'avenir inquiétant qui nous attend. " [2] Les remarques sur le thème de l'auto-organisation de la société russe réapparaissent régulièrement. Serait-ce une manière de se rassurer sur l'état de la Russie ? Serait-ce une façon de dire, en renvoyant à des traditions sociales plus anciennes, que la Russie a définitivement une autre façon de penser ses relations avec l'Etat, que la population russe a toujours su faire preuve de patience et de persévérance, et qu'une fois de plus elle saura sortir victorieuse de l'épreuve ? Ne serait-ce pas tout simplement une manière de montrer l'existence de mécanismes sociaux qui permettent aujourd'hui à la société russe de s'adapter ? Cette stabilité sociale ne laisse pas d'étonner. De certaines logiques sociales dans l'économie A se fier à la perception qu'en ont les Russes, la situation socio-économique de la Russie n'aurait donc cessé de se dégrader. Et pourtant les analyses données par le VCIOM nous permettent de penser que la situation est plus complexe. Les revenus moyens ont augmenté en termes réels jusqu'à l'automne 1994 pour baisser avec la bouffée d'inflation qui s'est poursuivie durant tout le premier semestre 1995, retrouver leur niveau un an plus tard et augmenter assez nettement depuis. Et pour répondre à ceux qui éprouvent de la

nostalgie par rapport à la période d'avant la perestroïka, la baisse du niveau de vie date du milieu des années 1970 [3]. L.D.Gudkov et M.P.Pcelina expliquent cette perception catastrophiste par l'évolution des besoins des Russes, par le développement de l'"envie sociale" et la difficulté à penser les inégalités. Avec l'afflux de biens occidentaux en Russie, avec l'incursion des représentations et des valeurs occidentales dans la réalité quotidienne des Russes, en grande partie due aux mass media, mais aussi au nombre croissant de voyages en Occident, les représentations sur le niveau de vie "normal" se sont modifiées ; le montant subjectif du revenu minimal a fortement augmenté pendant les deux premières années qui ont suivi les réformes d'E.Gaïdar. Ces remarques sur la perception de la richesse et de la pauvreté ne doivent aucunement occulter la présence d'une réelle pauvreté, mais doivent nous permettre de comprendre certaines logiques sociales et culturelles expliquant peut-être la stabilité sociale. S'agissant de réalités objectives, d'après le Goskomstat, en septembre 1996, 20% de la population bénéficie d'un revenu inférieur au "minimum vital", calculé, conformément à la législation, en fonction de l'évolution du coût des produits de première nécessité et qui s'élève officiellement à 363 000 roubles. 50% de ces familles pauvres gagnent moins de 200 000 roubles par tête et 25% moins de 134 000 roubles. Les enquêtes sociologiques sur les revenus faites par le VCIOM obtiennent des résultats nettement différents. Un pourcentage deux fois supérieur déclare gagner moins de 300 000 roubles par mois et par tête ; 81 % ont un revenu de subsistance inférieur à 580 000 roubles. Les catégories sociales les plus touchées par la pauvreté sont les personnes âgées [4] et les mères célibataires. On observe en fait une double logique, héritée, à en croire Youri Levada dans *L'Homme soviétique ordinaire*, de la période soviétique. A l'insatisfaction, les Russes associent dans leur majorité de faibles exigences matérielles ; les enquêtes attestent une "modestie coutumière des demandes des Russes". L.N.Tihonova, de l'Institut russe indépendant des études sociales et nationales, explique ainsi que, si l'on observe une forte importance des valeurs comme le bien-être matériel et le salaire en 1993, au moment où les Russes réagissent fortement à la libéralisation des prix, à la modification brutale des revenus, des modes de vie et du statut social, ces valeurs perdent de leur importance au fur et à mesure que les Russes s'adaptent à la nouvelle société. [5] La structure des valeurs des Russes, ayant ignoré pendant la période soviétique la société de consommation et ayant au contraire développé une "culture ascétique", n'aurait pas radicalement changé. L'adaptation aux nouvelles conditions socio-économiques se fait peut-être en partie par l'entretien de cette culture. L'ancien homme soviétique porte en lui l'habitude de la survie et de l'adaptation. " Sur

fonds de slogans tonitruants, toutes les couches de la pyramide sociale travaillaient selon un seul et même principe : l'autoconservation, la survie. L'acceptation déclarée d'une dépendance complète vis-à-vis de l'Etat tout-puissant permettait seule de conserver un 'refuge' pour la vie privée, familiale. La soumission à une planification globale garantissait une légère autonomie économique. Il est important de souligner le caractère mutuel des 'dérogations' : un contrôle étatique total ne pouvait subsister sans une reconnaissance de facto de la sphère privée, de même que le système planifié ne pouvait pas survivre sans l'existence d'intérêts personnels et d'une économie parallèle [6] ". Si les mécanismes économiques changent, les réactions demeurent similaires : les Russes se réfugient dans la sphère du privé et de l'informalité. Diverses enquêtes quantitatives attestent que la population russe dans sa grande majorité n'attend plus rien de l'Etat en matière de protection sociale et ne compte que sur ses propres forces et sur l'aide des amis. Cette tendance s'observe dans toutes les catégories socio-démographiques, même si elle est un peu moins perceptible chez les personnes âgées. Mais attend-on traditionnellement quelque chose de l'Etat ? Tel représentant de l'intelligentsia universitaire moscovite expliquait que " le travail , la médecine et l'éducation gratuites n'étaient considérées pendant la période soviétique que comme des avantages que l'Etat 'jetait' à la population et qu'il fallait saisir ; l'Etat ne s'adressait pas à nous comme à des citoyens, il ne nous était redevable de rien, nous ne lui étions redevables de rien et nous ne pouvions rien exiger ". Une perception subjective d'un représentant d'une catégorie sociale ne pourrait être généralisée à une population entière. Sans doute faudrait-il néanmoins étudier de plus près les tendances paternalistes que l'on prête le plus souvent aux relations entre l'Etat et la société russe. Officiellement, le marché du travail a peu bougé. Le taux de chômage reste relativement faible : si l'on prend la définition donnée par le BIT, il s'élèverait aujourd'hui à 9,2% de la population active [7] . Au mois de novembre 1995, 4,3% de la population active se trouvait en " congé administratif " et 3,9% travaillait à temps partiel. Ces chiffres ne reflètent cependant pas la réalité telle qu'elle est vécue. D'une part, les directeurs d'entreprises hésitent encore à licencier, même si l'entreprise ne fonctionne plus ; de leur côté, les employés, même s'ils ont trouvé un emploi dans le secteur privé, préfèrent souvent garder leur place dans le secteur public, qu'ils jugent plus stables que leur deuxième emploi et qu'ils considèrent comme un filet de sécurité. Celui-ci offre encore, de façon variable en fonction des secteurs d'activité et des régions, un système de protection sociale plus ou moins efficace. Les revenus informels contribuent de plus en plus au mécanisme de survie. A en croire les statistiques, les salaires

représentent une part de moins en moins élevée des revenus de la population : ils passent de 46,4% à 39,5% de 1994 à 1995. Les revenus issus des transferts sociaux diminuent, passant de 17,4% à 16,7%. Les revenus issus de l'activité d'entrepreneuriat occupent quant à eux une part croissante du revenu passant de 31,9 à 38,6%. Ces sommes agrégées ne permettent pourtant pas de saisir l'importance réelle du deuxième emploi. Celui-ci est en fait plus limité que ne laissent entrevoir ces chiffres. On considère en effet que seulement 14 à 17 % [8] de la population a un deuxième emploi, même s'il est difficile d'évaluer de façon précise l'importance de celui-ci, les personnes interrogées refusant souvent de répondre par souvenir de la période soviétique, où ce type d'emploi était jugé illégal, ou par crainte du fisc. Dans certaines grandes villes et en particulier, à Moscou, " ville de toutes les possibilités ", le pourcentage d'hommes âgés de 25 à 40 ans occupant un deuxième emploi atteindrait 50%. Cette question du deuxième emploi renvoie au problème de l'adaptabilité de la population aux nouvelles conditions socio-économiques. Celle-ci dépend en grande partie du degré d'éducation et de l'âge, mais aussi des conditions dans lesquelles vivaient les gens avant la perestroïka : profession, lieu d'habitation et intégration dans un réseau de relations [9] . Le lopin de terre et le petit commerce sont également des moyens essentiels de la survie et de l'adaptation de la population russe. Dans les campagnes, en particulier, où les impayés de salaires sont très importants, " l'exploitation des lopins de terre a rapporté aux agriculteurs russes 120 à 130 millions de roubles par famille en 1995 alors que le salaire moyen dans le secteur agricole a été de 250 000 roubles par mois. " Pour les citadins, le lopin de terre autour de la datcha, s'il n'est pas toujours utilisé à des fins commerciales, devient aussi un moyen de subsistance important. Cette logique de l'informalité dans les mécanismes de survie et d'adaptation, la résolution individuelle et informelle des problèmes socio-économiques sont le lieu de tous les possibles et de l'absence d'irréversibilité ; elles sont aussi et surtout porteuses de réelles inégalités dont les différenciations de revenus attestent de façon manifeste. La place des relations personnelles dans la vie quotidienne Une des hypothèses les plus intéressantes que l'on puisse faire sur la société russe et sur ses modes de fonctionnement est que la vie quotidienne se reconstruit en partie autour des relations personnelles qu'entretient l'individu et que celles-ci permettent à la fois la survie et l'adaptation de l'individu à une société qui fonctionne selon des lois nouvelles. Des travaux de psychologie sociale, effectués au cours de ces dernières années, montrent que la famille est plus qu'avant le groupe de référence, que ce soit chez les adolescents de 15-16 ans [10] ou les personnes âgées. Ces dernières ne s'identifient ni par

leur citoyenneté, ni par leur appartenance nationale, mais uniquement par leur appartenance familiale ; c'est la raison pour laquelle l'adaptation des personnes âgées aux nouvelles conditions de vie dépend en grande partie de leur insertion dans le milieu familial. Ces conclusions concordent avec des études sociologiques sur les valeurs en Russie qui attestent que la famille est la valeur à laquelle les Russes tiennent le plus. L'amitié est elle aussi très prisée. Selon l'enquête effectuée par le VCIOM en mai 1995, 41% considèrent que celle-ci est une valeur très importante (contre 67% pour la famille) , 42% assez importante, 7% pas très importante, 2% pas importante du tout. Elle est une valeur comparable en importance à la santé (42%), l'amour (45%) et l'argent (49%). On observe par ailleurs que ce sont les jeunes et les chefs d'entreprise qui y sont le plus attachés. L'amitié, en effet, n'est pas considérée uniquement comme un moyen d'épanouissement de la personne, mais comme le moteur de relations qui peuvent être utiles. Elle permet de réguler la situation sociale des individus ; A.Golov observe en particulier que plus la position sociale de l'individu est basse, moins il attache d'importance à l'amitié et son importance baisse encore s'il n'attend pas de changement dans sa vie. En revanche, toute élévation de la position sociale est précédée d'une réévaluation de l'amitié [11] . Si les Russes attachent beaucoup d'importance aux contacts personnels, centrés sur le microcosme de la famille et des amis, on ne peut pourtant nier que les nouvelles conditions socio-économiques provoquent souvent un isolement accru de l'individu, même si les intéressés perçoivent ce phénomène négativement. Les relations de marché tout comme la différenciation des revenus peuvent en effet casser d'anciennes logiques de sociabilité. La baisse du niveau de vie peut contribuer à la solitude de l'individu, celui-ci ne pouvant tout simplement plus faire preuve d'hospitalité : l'étude de l'évolution de la structure de la consommation des Russes montre que c'est en effet sur l'hospitalité -mais aussi et en premier lieu sur les dépenses de santé- que se font les économies. La nécessité d'accumuler plusieurs activités réduit en outre considérablement le temps disponible. Plus la vie est difficile, plus les gens s'isolent de leur famille et de leurs amis. [12] Cette logique explique aussi pourquoi la famille et les amis sont les valeurs les plus prisées. Le cercle d'amis et la promotion universitaire sont importants pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Certaines enquêtes attestent aussi que lors de la recherche d'un emploi complémentaire dans le secteur privé, on fait appel la plupart du temps à sa famille, ses amis ou à des connaissances - la situation serait autre lorsque l'emploi complémentaire est recherché dans le secteur public. Alors que les liens de confiance se relâchent, en particulier dans le secteur privé, alors que l'individu ne fait plus

confiance à l'Etat et aux diverses organisations socio-économiques, alors que les normes juridiques ne sont pas reconnues, l'individu se tourne vers les membres de sa famille et son cercle d'amis pour créer sa boutique, son entreprise ou sa banque [13] . Le choix de collaborateurs parmi les amis et les amis d'amis nuit d'ailleurs parfois au bon fonctionnement des affaires et il explique en partie les nombreuses faillites des petites entreprises qui se montent. Un chercheur a ainsi montré que celles-ci sont souvent dues à ce qu'il appelle la " grandeur d'âme " du Russe et à l'immixtion d'enjeux privés dans les relations professionnelles, lorsque des amis ou des membres de la famille font partie des employés, lorsque des affaires sont conclues sur des considérations non professionnelles. Le chercheur en conclut que la conception de l'âme russe est fatale pour le développement des affaires et qu'il est important que les contrats prennent une forme impersonnelle [14] . C'est ainsi que les entreprises, souvent fondées en premier lieu sur la base de relations familiales ou amicales, se transformeraient peu à peu en se professionnalisant [15] . Si les logiques de réseaux anciennes perdurent, on en voit se développer de nouvelles formes. C'est ainsi que s'ajoutent aux liens traditionnels de la famille, du cercle d'amis, des voisins dans les campagnes, de nouvelles formes de réseaux : on peut ici évoquer les relations néo-communautaires qui se nouent, sur une base religieuse, à l'intérieur des paroisses orthodoxes, par le biais en particulier des fraternités, et des autres mouvements religieux. Celles-ci sont productrices de solidarités organisatrices d'un tissu socio-économique alternatif [16]

Les logiques d'une société éclatée Le développement des relations personnelles s'explique aisément dans le contexte actuel [17] . Alors que les liens de confiance avec les institutions sont rompues (seule reste peut-être épargnée l'Eglise orthodoxe), l'individu se tourne vers sa famille et son cercle d'amis, seuls domaines où se maintiennent les comportements de réciprocité. Certains chercheurs renvoient ce phénomène de l'informalité à la tradition russe, où, il est vrai, la famille et l'amitié ont toujours joué un rôle important. Ils lient ce phénomène à celui de l' " obscina " : " Il convient de chercher les origines et la spécificité des liens informels dans notre inclination traditionnelle pour la famille et le communautarisme (terme utilisé par N.A.Berdiaev), pour le paternalisme à l'œuvre dans l'obschina et ses 'survivances' - pour parler comme nous avons coutume de le faire il y a peu de temps encore au sujet des lois évidentes de notre vie quotidienne. " [18] Outre que l'appel à la tradition tend à pérenniser des comportements, la référence à l'obschina ne peut expliquer qu'en partie le phénomène : le collectivisme au sein de l'obschina s'effrite dès

la fin du XIX^{ème} siècle ; de plus insister sur les sentiments communautaires serait une façon d'occulter certains processus similaires à ceux qu'on observe en Occident, comme l'atomisation de la société, et le développement d'un individualisme aux traits spécifiques [19], incapable de penser l'intérêt collectif. En ce qui concerne les relations à l'intérieur des familles, celles-ci sont également plus complexes, la période soviétique ayant aussi été le temps d'une mobilité intergénérationnelle, qui a peu à peu tendu à isoler l'individu de sa famille ; de plus, la perestroïka et les conditions socio-économiques peuvent avoir contribué à de nouveaux conflits intergénérationnels. La culture soviétique a sans nul doute entretenu et renforcé la tendance au refuge dans l'informalité. Etudiant la société de l'ex-RDA, Beate Völker et Henk Flap [20] ont montré que le régime communiste provoque un certain type d'amitié et de relations personnelles qui permettent aux individus de se créer une " niche " constituée de relations stables et fiables leur permettant de vivre une vie qui aurait pu être considérée comme non socialiste et apolitique ". Chaque individu a par ailleurs un réseau qui sert ses intérêts. Nous pourrions peut-être ajouter à cette analyse, parfaitement applicable à la réalité soviétique, la place de la famille et des voisins dans la " culture de la pauvreté " présente en URSS jusque dans les années 1960 et provenant en partie de la culture des appartements communautaires à l'époque de l'industrialisation de l'URSS, ainsi que de la culture du Goulag. La relation aux voisins est certes ambiguë ; on sait combien le voisinage était un moyen de contrôle politique et source de tensions quotidiennes fixées d'ailleurs dans la littérature ; mais il était également le support d'un réel système d'entraide. En dehors de ces " niches " et des relations fortes avec la famille et les amis, l'individu en Russie manifeste un haut degré de méfiance à l'égard de l'autre. Ceci renvoie à nouveau en grande partie à la suspicion généralisée qui prévalait à la période soviétique. Cette culture des relations personnelles expliquerait à son tour le déficit d'esprit civique dans la société russe actuelle : " Toutes les sortes de cliques qui existent, que ce soit les cercles 'habituels' des 'siens', ou les sociétés secrètes, les cercles clandestins, les bandes criminelles ou les associations mafieuses, sont le fruit des modifications apportées au cours de l'histoire au collectivisme de l'obscina. S.Witte considérait que 'la propriété en obscina est incapable de susciter des sentiments communautaires ; au contraire, elle suscite plutôt des comportements égoïstes et pire encore une indifférence, voire une attitude apathique, à l'égard du travail. L'exploitation de la terre au sein de l'obscina ne correspond pas aux formes de travail libre et aux formes de coopératives ouvrières libres, elle est l'ennemi de toute association libre'. Le collectivisme dans sa variante soviétique s'est révélée tout

aussi incapable de donner aux individus le sentiment de la solidarité, du respect de la loi et des droits des citoyens, sans lesquels il ne peut pas exister d'association libre de citoyens. " [21] L'absence de solidarités en dehors des " siens " est un des phénomènes les plus marquants. Cette absence explique en partie la très faible importance des grèves (moins de 0,5% de la main d'œuvre russe en 1995 contre 4% en moyenne en Europe occidentale) et de la protestation politique. Cette absence de solidarités explique aussi le caractère très limité des actions de bienfaisance. Les Russes admettent aujourd'hui les origines essentiellement économiques de la misère et par là-même expriment implicitement sa proximité, mais un tiers seulement de la population se déclare prêt à aider autrui. S'agissant des activités caritatives de l'Eglise orthodoxe russe, malgré la tradition, celles-ci restent limitées, en particulier en province ; elles manquent de moyens, sont mal organisées et souffrent d'une absence de coordination avec les pouvoirs locaux qui parfois ont les ressources financières mais n'ont pas les forces humaines nécessaires ; en outre, l'Eglise s'adresse avant tout aux " siens " [22] . Du côté des organisations non gouvernementales, on observe les mêmes caractéristiques essentielles [23] : la plupart se tournent avant tout vers la défense des membres de leur association, financée par l'aide étrangère, vers leur " jardin " ; considérant les autres ONG comme des concurrentes, elles ne pensent pas la mise en réseaux. En outre, elles n'envisagent en aucune façon le lobbying, qui à terme pourrait les aider à survivre. L'Etat et les ONG s'ignorent mutuellement. Les liens de réciprocité dans une société sans lois Outre les relations personnelles productrices de solidarités plus ou moins étroites, on voit plus largement se développer une informalité créatrice de liens de réciprocité qui explique en grande partie le fonctionnement parallèle de la société. On a beaucoup écrit sur les logiques clientélistes, sur le développement des comportements patrimoniaux et sur la " culture du marchandage " ; comme l'écrit très justement M.N.Afanas'ev, " les liens sociaux universels prennent un caractère illégal et clandestin ; il se forme un fossé unique en son genre entre l'ordre officiellement déclaré... et des coutumes informelles reconnues de tous. " [24]

Au-delà de ces logiques manifestes, qui mettent l'accent sur le caractère négatif et destructeur d'un certain type de réseaux, on pourrait sans doute montrer comment les relations informelles contribuent aussi à une réorganisation de la société, comment celles-ci sont le lieu de la négociation, comment en l'absence de décisions officielles les relations interpersonnelles permettent la résolution de certains conflits. Les solidarités personnelles permettent aussi une certaine efficacité. Une étude sur le mouvement des mères de soldats

montre ainsi comment dans un contexte d'impossibles négociations institutionnelles, des liens informels se nouent entre les mères de soldats et des officiers [25] . Dans un autre domaine, au niveau de l'entreprise, les relations personnelles peuvent jouer un rôle non négligeable dans certains processus de régulation. Afin de répondre en partie à un chercheur occidental qui s'étonnait que l'entreprise qu'il observait fonctionnât encore alors que les ouvriers n'étaient plus payés, un sociologue russe a ainsi montré comment les relations informelles contribuent au développement du processus de production [26] . Il distingue trois types de relations informelles : les infractions à la règle de l'entreprise, infractions considérées comme normales par l'ouvrier et faites en toute impunité ; les relations informelles comme système de dépendance, fondées précisément sur l'impunité des infractions ; et la mise en place de normes informelles de travail (celles-ci ne représentant pas toujours des infractions à la règle, mais aussi une exécution honnête des tâches). C'est le deuxième type de relations informelles qui nous paraît le plus intéressant, dans la mesure où il montre comment les liens de réciprocité, qui s'établissent en partie sur la base de l'impunité des infractions [27] , représentent un des moteurs du fonctionnement de l'entreprise et sont un des fondements de la transformation du système de production ; ces liens de réciprocité expliquent également l'existence d'une activité économique parallèle à celle de l'entreprise. A l'heure d'une nécessaire réduction des effectifs, on observe certes aujourd'hui une diminution des relations informelles fondées sur l'impunité des infractions ; on ne saurait pourtant parler d'une réduction des relations personnelles, bien au contraire : plus on est proche de la direction, plus on a des chances soit de garder son travail dans l'entreprise elle-même, soit de bénéficier des relations personnelles des personnes influentes pour en trouver un autre ; la réduction des effectifs nécessite de plus une efficacité accrue des ouvriers et une motivation souvent entretenue par des relations personnelles. Par ailleurs, dans le processus de privatisation des entreprises, les réseaux personnels jouent un rôle capital. Enfin, et selon d'autres sources, les rémunérations prennent parfois elles aussi un caractère informel : dans le souci de ne pas instaurer de lien officiel entre salaire et productivité, certains directeurs d'entreprise préféreraient aujourd'hui payer en dehors de tout contrôle comptable les employés efficaces pendant que les autres ne sont pas payés ou payés avec retard. Cette pratique aurait tendance à se développer [28] . Il reste néanmoins à étudier comment s'articule toute cette informalité, qui vient de loin, et le nouveau rôle d'actionnaire qu'a bien souvent gagné le salarié à l'occasion de la première privatisation. La Russie donne l'impression d'une société qui

s'auto-régule de façon éclatée. Les analystes renverront à nouveau à la tradition russe d'une société séparée de l'Etat, tradition que P.B.Struve considère comme l'essence même de l'" idée russe ". Cette séparation peut être analysée à l'aune de l'attitude spécifique des Russes à l'égard du droit, considéré essentiellement comme une contrainte, et l'opposition entre la loi et la coutume. Elle peut être étudiée à partir de l'existence, dès le XIXème siècle, de deux langages, le langage officiel ayant une existence autonome, " sans lien direct avec une réalité qui fait l'objet d'expériences individuelles " ; cette logique perdure après 1917, le système soviétique ayant " introduit un nouveau langage afin de créer une autre réalité " [29] . Comme l'a montré J.Sapir à propos de l'économie, le système soviétique a habitué les Russes à " une situation où les règles étaient nombreuses mais molles (c'est-à-dire discutables) ". Plus d'ailleurs que discutables, ces règles, dont l'exécution n'était contrôlée que formellement, n'étaient pas appliquées. La période brejnévienne a développé un système ignorant l'adéquation des lois et de la réalité, pourvu que celles-ci soient formellement fixées et respectées. Ce monde de l'illusion explique peut-être le développement actuel du " nihilisme juridique " et le désintérêt pour des institutions dont on pense qu'elles fonctionnent selon leurs propres règles, formelles, sans aucun rapport avec le monde vécu. Ce rapport de totale méfiance à l'égard du pouvoir se nourrit enfin de l'incompréhension des réformes politiques et économiques. En l'absence d'un Etat garantissant la sécurité des citoyens, et dont de toutes façons on ne pense pas qu'il puisse et qu'il veuille garantir leur sécurité, la société s'organise sur la base de relations personnelles ; les individus s'adaptent selon des trajectoires éclatées. Ceci explique que l'une des valeurs les plus prisées soit ce que les Russes appellent la volâ, la " possibilité d'être son propre maître ", la possibilité d'une réelle indépendance en dehors de toute contrainte étatique. La place centrale de l'informalité montre à quel point l'analyse institutionnelle à partir de débats officiels ne rend pas justement compte d'une réalité qui, en Russie, est plus complexe de par l'importance des relations individuelles. Cette réalité est fréquemment ignorée dans les analyses compte tenu de son caractère souvent opaque ; son appréhension pourtant permet d'expliquer en partie ce paradoxe d'une société que l'on dit à la limite du " chaos " ou en " pré-agonie " et qui continue de fonctionner. Le caractère individuel et informel des démarches, la résolution par les relations individuelles des conflits et des tensions peuvent sembler source de fragilité ; ils peuvent apparaître comme des mécanismes temporaires d'une Russie qui a du mal à trouver la voie de l'économie de marché et de la démocratie ; l'informalité est incontestablement nourrie par le flottement institutionnel. Mais ces phénomènes peuvent aussi être

appréhendés comme des éléments durables de la culture socio-politique russe, très éloignée des logiques occidentales que nous connaissons, et nous amener à nous interroger sur les modes spécifiques du politique et du social en Russie.

Cet article est un lointain écho à d'aussi lointaines discussions menées avec Myriam Désert et Anne Le Huérou. Qu'elles en soient ici très vivement remerciées.

[1] L.D.Gudkov, M.V.Pcelina, " Bednost' i zavist' : negativnyj fon perehodnogo obscestva ", Ekonomiceskie i social'nye peremeny : monitoring obscestvennogo mneniâ, VCIOM, 6, 1995, p.31.

[2] Liliâ Scevcova, " My umudrilis' otvratit' narod ot demokratii esce do togo, kak ona nastupila ".

[3] L.D.Gudkov, M.V.Pcelina, op.cit., p. 31.

[4] Le Goskomstat montre ainsi que le revenu moyen des actifs est environ deux fois supérieur à celui de son minimum vital alors que le revenu moyen des retraités ne s'élève qu'à 1, 2 fois son minimum vital.

[5] Transformacionnyye processy v Rossii i Vostocnoj Evrope i ih otrazenie v massovom soznanii, Moscou, 1996, p.50

[6] Youri Levada, Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête, Paris, Presses de la FNSP, 1993, pp.50-51.

[7] Goskomstat, septembre 1996

[8] Telles sont les données du VCIOM, mais le Centre d'études sociales et nationales indique la fourchette de 10 à 30%, ce qui confirme le grand degré d'incertitude.

[9] Voir à ce sujet E.N.Smetanin, " Adaptacija naselenija k sovremennoj ekonomiceskoj situacii ", Sociologiceskie Issledovaniâ, 4, 95, pp.82-87.

[10] Entretiens avec E.Belinskaâ et O.Krasnova, enseignants - chercheurs à la chaire de psychologie sociale de la faculté de psychologie de l'Université de Moscou.

[11] A.A.Golov, " Cennost' i real'nost' družby u rossiân, Ekonomiceskie i social'nye peremeny : monitoring obscestvennogo mneniâ, VCIOM, 5, 1995, p.41-44

[12] A.A.Golov, " 1989-1993. Peremeny v povsednevnoj zizni rossiân ", Ekonomiceskie i social'nye peremeny : monitoring obscestvennogo mneniâ, VCIOM, mars 1994, pp.34-35.

[13] B.V.Dubin, " Sem'â a ne uspeh i nikakih priklûcenij ", Ekonomiceskie i social'nye peremeny : monitoring obscestvennogo mneniâ, VCIOM, nov-déc 1995, p.27

[14] O.V.Tokarenko, " Russkie kak predprinimateli (istoriceskie korni ustanovok i povedeniâ ", Mir Rossii, 1996, 1, p. 195-207

[15] Conférence d'un directeur russe de ressources humaines en mai 1996.

[16] C'est ainsi que, comme nous l'avons montré ailleurs, certaines fraternités orthodoxes ont créé des écoles, travaillent dans des hôpitaux et s'engagent dans des activités commerciales et industrielles. cf. K.Rousselet, " Le mouvement des fraternités orthodoxes en Russie ", Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, vol 24, n°3-4, pp.121-139

[17] On lira sur ce point un article très stimulant paru dans une des dernières livraisons de Politiceskie Issledovaniâ : Z.A.GRUNT, G.L.KERTMAN, T.V.PAVLOVA, S.V.PATRUSEV, A.D.HLOPIN, " Rossijskaâ povsednevnost' i politiceskaja kul'tura : problemy obnovleniâ ", Polis, 4, 1996, pp.56-72. Les lignes qui suivent sont en partie une discussion autour de cet article. De façon générale, ce texte, qui traite aussi de la vie quotidienne et de la place qu'y tiennent les relations personnelles et informelles, s'intéresse plus directement aux relations qu'entretient la société avec l'Etat et essaie de cerner certaines tendances de la culture politique russe. On pourra lui reprocher une approche parfois trop figée et trop univoque de la culture politique russe, pensée avant tout dans sa spécificité.

[18] op.cit., p.62

[19] On pourra lire à ce sujet G.DILIGENSKIJ, " Rossijskie arhetipy i sovremennost' ", Segodnâ, 5 juillet 1996.

[20] Beate Völker, Henk Flap, " Amitié et inimitié sous communisme d'Etat. Le cas de l'Allemagne de l'Est ", Revue française de sociologie, XXXVI, 1995, 629-654

[21] " Rossijskaâ povsednevnost' i politiceskaja kul'tura : problemy obnovleniâ ", Polis, 4, 1996, p.63

[22] Entretien avec le responsable des organisations sociales et religieuses à l'administration de l'oblast de Nijni-Novgorod le 11 novembre 1996.

[23] Entretien avec le responsable d'une association de soutien aux ONG en Russie, décembre 1996.

[24] On lira en particulier M.N.Afanas'ev, " Klientela v Rossii vcera i segodnâ ", Politiceskie Issledovaniâ, 1, 1994, pp. 121-126.

[25] Etude à paraître dans la Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest.

[26] S.Û Alaseev, " Neformal'nye otnoseniâ v processe proizvodstva : 'vzglâd iznutri ", Sociologiceskie Issledovaniâ, 2, 1995, pp.12-19

[27] Si l'ouvrier enfreint l'ordre établi, et que le contremaître ne le punit pas, l'ouvrier devient l'obligé du contremaître. Il devra personnellement lui rendre un service lorsque celui-ci en aura besoin. Le contremaître, de son côté, dépend aussi de ses ouvriers ; le travail doit être bien fait ; il doit lui aussi rendre des comptes devant sa hiérarchie.

[28] D'après T.G.Dolgopiatova, économiste au Centre d'études des problèmes économiques de la transition ; citée par Y.Zlotowsky.

[29] Marc Raeff, " Codification et droit en Russie impériale ", Politique et culture en Russie : 18è-20è siècles, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1996, pp.58-59.